

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Réponses aux arguments contradictaires du oui (IV)

- International - Europe -

Date de mise en ligne : lundi 29 novembre 2004

Démocratie & Socialisme

Selon une troisième série d'arguments du " oui ", la Constitution serait libérale mais serait quand même une bonne Constitution. Ne faudrait-il pas, en effet, être réaliste : le libéralisme ne serait-il pas notre horizon indépassable ? Quel socialiste pourrait, aujourd'hui, être contre un marché où la concurrence serait libre et non faussée ?

Pour convaincre les adhérents de notre parti, nous l'avons vu, les partisans du " oui " développent aujourd'hui trois séries d'arguments totalement contradictoires. Il ne faut cependant pas s'y tromper, si le " oui " l'emporte, les deux premières séries d'arguments seront aussitôt oubliées : elles sont beaucoup trop éloignées de la réalité pour peser d'un poids quelconque. Leur seule utilité est de permettre aux partisans du " oui " de faire le plein des voix. Le résultat de référendum interne à notre parti sera aussitôt interprété comme une adhésion au social libéralisme, au " réformisme " qui n'est que l'autre nom de la contre-réforme libérale, de la remise en question de tous nos acquis sociaux. Pierre Moscovici et Dominique Strauss ont déjà clairement annoncé la couleur.

Pierre Moscovici affirmait que le libéralisme était un horizon indépassable dans le débat qui l'opposait à Vincent Peillon et Jean-Luc Méleçon (le Monde du 20 octobre 2004) : " Des socialistes en 2004 doivent-ils forcément considérer que la concurrence ne devrait pas être libre et qu'elle devrait être faussée ? A mon avis, nous n'en sommes plus là ". Or, qu'est-ce qu'une concurrence libre et non faussée ? C'est la levée de tous les obstacles à la libre circulation des capitaux, des marchandises et des services. Les libéraux n'ont de cesse, partout où ils détiennent le pouvoir, de lever ce qu'ils considèrent comme des obstacles à cette libre circulation : les législations sociales (droit du travail, salaire minimum, durée du travail, sécurité sociale, retraites, allocations chômage, conventions collectives, droit de grève et droit syndical...), les réglementations sanitaires destinées à sauvegarder la santé des salariés, les réglementations destinées à protéger l'environnement et la santé publique, les services publics... Comment, dans le cadre de cette " concurrence libre et non faussée " pourrions-nous tenir les engagements que nous avons pris lors de notre campagne pour les élections européennes lorsque François Hollande s'adressait aux Français derrière une tribune sur laquelle s'inscrivait " Et maintenant l'Europe sociale " ? Comment pourrions-nous harmoniser vers le haut les salaires minimums et les législations sociales des différents Etats de l'Union européenne en votant pour un projet de Constitution qui, dans son article III-210 tire toutes les conclusions de ce que doit être une " concurrence libre et non faussée " en interdisant dans le domaine social " toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres " ?

Quant à Dominique Strauss Khan, il n'hésitait pas à déclarer, dans un meeting à Lyon, le 20 octobre : " La question est de savoir si nous serons définitivement un parti réformiste (...) Le PS est resté le seul grand parti torturé par ses démons du passé. Si le oui l'emporte, il rejoindra la grande famille sociale-démocrate ". Si le " oui " l'emporte, le PS n'aurait donc pas d'autres choix que d'adopter la politique de Blair et de Schröder et de préparer ainsi, activement, les conditions d'un nouveau 21 avril. Tous les socialistes qui s'appêtent à voter " oui " ont-ils conscience de la façon dont leur vote sera ainsi instrumentalisé ?

JJC